

E46A1
E88
2007/08
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2007–2008

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'opposition officielle adressées au Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Étude des crédits 2007–2008

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'opposition officielle adressées au Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
1.	Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années : a. date et contexte de création; b. objectifs poursuivis; c. nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV; d. indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin; e. indiquer le budget dévolu.	1
2.	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	2
3.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007, indiquer : a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	6
4.	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	7
5.	Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	8
6.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre dernières années.	9
7.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2006-2007.	10
8.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.	11
9.	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	12
10.	Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2006-2007 en incluant les coûts et les appels d'offre.	13
11.	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.	14
12.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2006-2007. Valeur du mandat.	15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
13.	Nombre de personnes assistées sociales aptes à l'emploi au 31 mars 2007 et montant de l'aide fournie à ces personnes.	17
14.	Nombre de personnes assistées sociales inaptes à l'emploi au 31 mars 2007 et montant de l'aide fournie à ces personnes.	18
15.	Montant des sommes investies en 2006-2007 afin de favoriser le retour à l'emploi des personnes assistées sociales aptes à l'emploi.	19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP1

Titre

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- Date et contexte de création ;
- Objectifs poursuivis ;
- Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV ;
- Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin ;
- Indiquer le budget dévolu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'est créée par le Ministère. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE : Bureau du sous-ministre -2007-04-24

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2

Titre

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

SOLIDARITÉ SOCIALE

- Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Mandat : Assurer, au plan national, la participation de l'ensemble des partenaires et créer la synergie nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action. Il est à la fois un lieu de partage d'information sur les mesures entreprises ou envisagées; un catalyseur de l'action gouvernementale concertée en faveur des personnes en situation de pauvreté; une vigie qui apporte, lorsque requis, des ajustements aux processus et aux interventions et assure la cohérence de la démarche globale; une instance stratégique qui assure les liens requis pour la mise en œuvre du plan d'action.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de la Famille, ministère des Affaires municipales et des Régions, ministère du Travail, Société d'habitation du Québec, Secrétariat à la jeunesse.

- Comité de direction du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion

Mandat : Élaborer et proposer au ministre une série d'indicateurs devant servir à mesurer la pauvreté et l'exclusion sociale, les inégalités sociales et économiques, dont les écarts de revenus, ainsi que les autres déterminants de la pauvreté; faire de la recherche pour améliorer la connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale; faciliter le transfert des connaissances au bénéfice des divers intervenants impliqués en matière de pauvreté ou d'exclusion sociale et faciliter les collaborations en ces matières, notamment avec les ministères et organismes concernés et les divers milieux de recherche au Québec et ailleurs dans le monde.

Composition : Ce comité est formé de personnes provenant de divers milieux – gouvernemental, universitaire et de la recherche ainsi que des personnes oeuvrant auprès des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, celles-ci ayant été nommées après consultation du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il s'agit de :

Milieu universitaire et de la recherche

Monsieur Paul Bernard, Département de sociologie, Université de Montréal
Monsieur Jean-Michel Cousineau, École de relations industrielles, Université de Montréal
Monsieur Jean-Yves Duclos, Département d'économie, Université Laval
Monsieur Simon Langlois, Département de sociologie, Université Laval
Monsieur Alain Noël, Département de science politique, Université de Montréal
Madame Marie-France Raynault, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal

Fonction publique

Monsieur Camille Courchesne, Institut de la Statistique du Québec
Monsieur Marc-André Maranda, Ministère de la Santé et des Services sociaux
Madame Marie-Renée Roy, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Personnes oeuvrant auprès des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale

Madame Lucie Gélneau, Partenariat pour la recherche sur l'intégration sociale et la marginalisation (PRISM), Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
 Madame Vivian Labrie, Collectif pour un Québec sans pauvreté

EMPLOI

- Comité Emploi-Québec/MELS sur la veille active du marché du travail

Mandat : Analyser les déséquilibres du marché du travail en lien avec une inadéquation formation emploi et proposer des solutions

Composition : Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport

- Sous-groupe de travail sur les perspectives professionnelles

Mandat : Rapprocher les perspectives professionnelles des différents organismes et arrimer les communications destinées aux chercheurs d'emploi, principalement les personnes immigrantes ou désirant immigrer et qui veulent accéder à des métiers ou professions réglementés

Composition : Emploi-Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Conseil interprofessionnel du Québec

- Comité interministériel sur la formation en fonction de la diversité culturelle

Mandat : Assurer la sensibilisation à la réalité de la régionalisation de la main-d'œuvre immigrante.

Composition : Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Groupes de travail avec la Fédération des commissions scolaires, avec la Fédération des cégeps, avec l'Association des collèges privés

Mandat : Partager de l'information, évaluer globalement la situation du recours à la formation offerte dans les établissements de formation, discuter des problématiques susceptibles de surgir dans les relations entre Emploi-Québec et les membres de ces fédérations et de l'association, rechercher des solutions satisfaisantes pour nos réseaux respectifs et pour notre clientèle commune.

Composition : Emploi-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

- Comité de suivi national sur la situation des travailleurs du secteur de l'industrie forestière

Mandat : Surveiller l'évolution de la situation des travailleurs et des entreprises en difficulté; favoriser une meilleure harmonisation des diverses interventions mises en place par les différents acteurs concernés; agir comme mécanisme de liaison, de coordination et de soutien entre les différents comités de reclassement locaux, les entreprises et les travailleurs dans le but de relocaliser rapidement les travailleurs licenciés dans des entreprises du secteur forestier qui auraient des besoins de main-d'œuvre; identifier et développer des projets pilotes ou des initiatives visant à apporter des solutions novatrices aux problématiques reliées à la main-d'œuvre de ce secteur industriel; permettre le partage d'informations sur le nombre de travailleurs mis à pied, sur les qualifications de ces travailleurs, sur les entreprises en difficulté, sur les mesures et services disponibles pour leur venir en aide, etc. ; renforcer la concertation afin de contribuer à solutionner diverses problématiques pouvant survenir entre employeurs et travailleurs.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Emploi-Québec, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, représentants de l'industrie, représentants syndicaux

- Chantier MESS-MRQ sur l'allègement des dispositions fiscales établies en relation avec la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre

Mandat : Examiner les divers aspects de ses lois fiscales qui visent les entreprises afin de proposer des allègements qui vont dans le sens des commentaires formulés lors de la commission. Un comité MESS-MRQ se mettra à l'œuvre au cours des prochains jours avec mandat de formuler des recommandations d'ici l'été 2006.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère du Revenu du Québec, Commission des partenaires du marché du travail.

- Comité sur la retraite progressive

Mandat : Élaborer des mesures visant à favoriser la retraite progressive dans les régimes de retraite afin d'encourager les individus en fin de carrière à demeurer plus longtemps en emploi.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Finances du Québec, ministère du travail du Québec, Régie des rentes du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, représentant du milieu patronal, représentant du milieu syndical et la Commission des partenaires du marché du travail.

- Table interministérielle de reconnaissance des acquis et des compétences

Mandat : Examiner les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'obtention de progrès rapides dans le domaine de la reconnaissance des acquis et des compétences. Un comité conjoint MESS-MELS se penchera sur ces questions avec la contribution de la CPMT, notamment sur la question des passerelles entre la formation offerte en établissement scolaire et celle acquise en milieu de travail. Le rôle du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences devra être abordé par les membres de ce comité de même que le besoin d'une plus grande synergie avec les dispositifs de formation professionnelle et technique des réseaux de l'éducation.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Commission des partenaires du marché du travail, Conseil interprofessionnel du Québec, Office des professions du Québec, Comités d'adaptation de la main-d'œuvre.

- Groupe de travail sur le financement de la formation de la main-d'œuvre et l'évaluation des moyens incitatifs

Mandat : Mandater le MESS, en collaboration avec le MELS, le MFQ et la CPMT, pour mener une réflexion sur le financement de la formation de la main-d'œuvre et évaluer si des moyens incitatifs comme le crédit d'impôt sont possibles et souhaitables. Cette réflexion interpelle tant le gouvernement que les entreprises, les syndicats et les individus dans la foulée des principes énoncés dans la Politique d'éducation des adultes et de formation continue.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Finances du Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Commission des partenaires du marché du travail

- Comité de travail pour l'examen des moyens en vue d'accroître les efforts consentis en matière de formation de base, d'alphabétisation et de francisation

Mandat : Examiner les moyens à mettre en œuvre pour accroître les efforts consentis en matière de formation de base, d'alphabétisation et de francisation, tant dans les milieux de travail qu'auprès des chercheurs d'emploi. Un comité conjoint MESS-MELS se penchera sur ces questions avec la contribution de la CPMT et des organismes communautaires compétents à ce chapitre et ce, dans une perspective d'équité pour cette main-d'œuvre peu qualifiée et à risque d'exclusion dans une économie de plus en plus basée sur le savoir.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Commission des partenaires du marché du travail, Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec, organismes communautaires en développement de la main-d'œuvre.

- Comité national de suivi de la Politique d'éducation des adultes et de formation continue

Mandat : Assurer le suivi de l'implantation progressive de la politique et du plan d'action; favoriser la mobilisation des ministères et des partenaires régionaux et nationaux autour des enjeux de l'éducation des adultes et de la formation continue; soutenir la collaboration entre les partenaires dans l'implantation des mesures prévues au plan d'action; suivre l'évolution de l'atteinte des objectifs du plan d'action et de l'essor de l'éducation des adultes et de la formation continue pour tous les groupes de la population et dans toutes les régions du Québec; faire rapport aux ministres responsables des conclusions de ce suivi; proposer les mises à jour au processus d'implantation que suggèrent ces observations; proposer de nouvelles pistes de solution pour résoudre les problèmes rencontrés.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Commission des partenaires du marché du travail, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Office des professions du Québec

ACTION COMMUNAUTAIRE

- Comité interministériel de l'action communautaire

Mandat : Participer activement à la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire et à l'actualisation du plan d'action gouvernemental tant pour les volets action communautaire, action bénévole et philanthropie. Ses travaux abordent les questions des relations entre l'État et le milieu communautaire, les modes de soutien financier, l'harmonisation et la simplification des pratiques administratives, la reddition de comptes, les orientations touchant le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, la mise en place des outils ou de mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée. Enfin, il soutient le ministre responsable de l'action communautaire et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) dans les travaux en rapport avec sa mission horizontale.

Composition : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère des Finances, ministère de la Famille, Secrétariat à la jeunesse, Société d'habitation du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Secrétariat aux affaires autochtones, ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, Office des personnes handicapées du Québec, ministère des Relations internationales, ministère de la Sécurité publique.

Note : Tous les travaux reliés à ces comités, sont effectués dans le cadre de l'exercice régulier des fonctions des individus formant le comité.

SOURCE : Direction générale des politiques – 6 juin 2007

COLLABORATIONS : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Emploi-Québec

VALIDATION: Direction générale des politiques – 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP03

Titre

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007, indiquer :

- a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
- d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Le MESS compte 6 216 ETC autorisés
- b) N/A
- c) N/A
- d) N/A

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP04

Titre

Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez vous référer aux questions 14, 15, 16 et 25 des renseignements généraux.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP05

Titre

Pour l'année 2006-2007, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez vous référer aux questions 14, 15, 16 et 25 des renseignements généraux.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP06

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2006-2007 et comparaison avec les quatre dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez vous référer aux questions 14, 15, 16 et 25 des renseignements généraux.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP07

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez vous référer aux questions 14, 15, 16 et 25 des renseignements généraux.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP08

Titre

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez vous référer aux questions 54 et 55 des renseignements généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

12

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP09

Titre

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun.

SOURCE : BSM – 2007-06-04
COLLABORATION :
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Titre

Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2006-2007 en incluant les coûts et les appels d'offre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez vous référer à la question 8 des renseignements généraux.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11

Titre

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez vous référer à la question 10 des renseignements généraux.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP12

Titre Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2006-2007. Valeur du mandat.
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
Ville	Adresse	Description	Coûts
Cap-de-la-Madeleine	165 Ste-Madeleine	Relocalisation du bureau	68 713 \$
Magog	1700 Sherbrooke	Délestage d'espace avec réaménagement mineur	248 \$
Lac Mégantic	5527 Frontenac	Réaménagement avec rétrocession d'espace	64 670 \$
Asbestos	597 Simoneau	Réaménagement avec rétrocession d'espace	(1 163 \$)
Hull	170, Hôtel de Ville	Rétrocession d'espace au profit du MAMR	(7 854 \$)
Rouyn-Noranda	180 Rideau	Réaménagement de la direction régionale avec diminution d'espace	51 561 \$
SEL Laval	A déterminer	Regroupement de CLE	0 \$
Laval-des-Rapides	1-4 Place Laval	Regroupement de CLE.	0 \$
Cowansville	406 rue Sud	Réaménagement avec diminution d'espace	0 \$
DR Longueuil	201 Charles-Lemoyne	Délestage d'espace	(7 159 \$)
Marieville	497 Ste-Marie	Réaménagement	0 \$
Beloeil	515 Laurier	Réaménagement avec rétrocession d'espace	0 \$
Drummondville	1680, boul. St-Joseph	Regroupement des 2 directions régionales	71 050 \$
CSC Rouyn-Noranda	19 Perreault ouest	Réaménagement et expansion	120 271 \$
Montréal	1 Notre-Dame Est	Délestage d'espace	0 \$
Anjou-Révision ouest	7100 Jean-Talon est	Réaménagement et rétrocession d'espace	159 893 \$
CCC Trois-Rivières	505 des Forges	Prêt d'espace à la RRQ.	(29 017 \$)
350, Arthur-Buies	350, Arthur Buies	Regroupement EQ-SR	0 \$
337, Moreau	337, Moreau	Rétrocession de l'espace de la DR	0 \$
Roberval	755, Boul. St-Joseph	Rétrocession de la salle polyvalente	(3 029 \$)
Côte-de-Beaupré	9104, Boul. Ste-Anne	Rétrocession de 20 % permise au bail	(9 919 \$)
Limoulu	135, Deschênes Ouest	Rétrocession de 20 % permise au bail	(17 186 \$)
Loretteville	164, rue Racine	Réorganisation	0 \$
Quartiers-Historiques	400, boul. Jean-Lesage	Rétrocession de 20 % permise au bail	0 \$
Portneuf		Rétrocession et renégociation d'un nouveau bail	0 \$
Vanier-des-Rivières	550, boul. Père-lièvre	Rétrocession de 20 % permise au bail	0 \$
Ste-Foy	1020, route de l'Église	Accroissement d'espace en vue d'une réorganisation	0 \$
Chisasibi	Chisasibi	Réaménagement avec accroissement d'espace. Projet 2005-2006	0 \$
Direction régionale	129, des Forces-Armées, Chibougamau	Rétrocession de la DR-SR au 333, 3e avenue accroissement d'espace à la DR-EQ	(314 \$)

Ville	Adresse	Description	Coûts
St-Joseph	1115, avenue du Palais	Rétrocession de 20% prévue au bail (Étage)	0 \$
St-Georges	11500, 1ere avenue	Le propriétaire propose de relocaliser une partie du CLE dans un local contigu. Le MESS en profitera pour prendre de l'expansion afin de régler le problème d'espace dans la salle multiservice et prévoir la venue d'effectifs de Lac Etchemin	0 \$
Îles-de-la-Madeleine	120, Chemin Gros-Cap	Rétrocession de 20% prévue au bail	0\$
Gaspé	96, Montée Sandy Beach	Rétrocession de la salle de rencontre de groupe et d'une partie du dépôt	0 \$
Chandler	101, rue commerciale Ouest	Rétrocession de 20% prévue au bail	0 \$
Québec	1122, Grande-Allée	Annulation de l'entente d'occupation	(38 827 \$)
Québec	575, St-Amable	Implantation d'un système de contrôle des accès	9 866 \$
Québec	425, St-Amable	Divers Travaux	2 718 \$\$
Québec	800, d'Youville, 14e	Extension du SCAGA dans les locaux de la DGATI	15 863 \$
Québec	425, St-Amable	Ajustement annuel Électricité salle des serveurs	259 \$
Québec	800, d'Youville	Mise sous entente d'occupation. Électricité salle des serveurs	5 542 \$
Québec	150, René-Lévesque	Mise sous entente d'occupation des frais d'électricité en dehors des heures normales de bureau	54 878 \$
Québec	425, St-Amable	Aménagement d'un nouveau local (RC-110)	27 016\$
Québec	425, St-Amable	Transfert des espaces MFACF	(434 708 \$)
Montréal	600, Fullum	Transfert des espaces MESS	353 228 \$
Québec	425, Dupont	Crédit prévu au bail pour travaux payés par MESS	(24 420 \$)
Québec	425, St-Amable 800, d'Youville 200, Ch.Ste-Foy	Réaménagement des unités du Travail transférées au MESS. (DRH, DGATI, DGESA)	0 \$
Québec	425, St-Amable	Ajout d'une génératrice et d'un climatiseur	0 \$
Québec	650, Godin	Relocalisation de la salle d'insertion et réaménagement de la gestion des stocks. Rétrocession d'espace	327 037 \$

SOURCE : Direction de la gestion des espaces et des services auxiliaires - 2007-06-04

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP13

Titre

Nombre de personne assistées sociales aptes à l'emploi au 31 mars 2007 et montant de l'aide fournie à ces personnes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En mars 2007, on compte 213 753 ménages prestataires du Programme d'aide sociale. Ces ménages représentent 240 812 adultes et 109 447 enfants pour un total de 350 259 prestataires. L'aide moyenne versée aux ménages prestataires du Programme d'aide sociale est de 624,18 \$, l'aide totale versée se chiffrant à 133,4 millions de dollars.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 6 juin 2007
VALIDATION: Direction générale des politiques – 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP14

Titre

Nombre de personne assistées sociales inaptes à l'emploi au 31 mars 2007 et montant de l'aide fournie à ces personnes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En mars 2007, on compte 127 785 ménages prestataires du Programme de solidarité sociale. Ces ménages représentent 138 882 adultes et 10 492 enfants pour un total de 149 374 prestataires. L'aide moyenne versée aux ménages prestataires du Programme de solidarité sociale est de 798,39 \$, l'aide totale versée se chiffrant à 102,0 millions de dollars.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 6 juin 2007

VALIDATION: Direction générale des politiques – 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP15

Titre

Montant des sommes investies en 2006-2007 afin de favoriser le retour à l'emploi des personnes assistées sociales aptes à l'emploi.

Exposé et statistiques

Le suivi des sommes investies auprès des personnes assistées sociales inclut toutes les sommes investies dans le cadre des mesures et des services d'emploi, peu importe que les participants soient considérés aptes ou non au travail, puisque l'objectif ultime de la participation aux mesures et services d'emploi est l'intégration au marché du travail.

Le total des sommes investies en 2006-2007 auprès des personnes assistées sociales s'élève à 175,5 M\$. Ces résultats sont préliminaires et sujets à changement lors de la publication du rapport final 2006-2007 à la fin juin 2007

Source : DGAPPIMT, Rapports du FDMT, Mesure de soutien pour la réinsertion à l'emploi des prestataires de la sécurité du revenu pour 2006-2007, juin 2007.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – le 5 juin 2007

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 5 juin 2007
Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec – 5 juin 2007